
Modèles sociologiques pour l'analyse des processus de mobilisation

Francis Chateauraynaud, Jean-Michel Fourniau et Mathieu Leborgne



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18811>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 449-452

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Francis Chateauraynaud, Jean-Michel Fourniau et Mathieu Leborgne, « Modèles sociologiques pour l'analyse des processus de mobilisation », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2008, mis en ligne le 02 mai 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18811>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Modèles sociologiques pour l'analyse des processus de mobilisation

Francis Chateauraynaud, Jean-Michel Fourniau et Mathieu Leborgne

Francis Chateauraynaud, *directeur d'études*
et Jean-Michel Fourniau, *directeur de recherche à l'INRETS*

Sociologie des controverses et des débats publics. Inventions argumentatives et formes de mobilisation

- 1 COMMENT étudier les ressorts de l'action et du jugement, et, plus particulièrement, de la mobilisation et de la critique dans une configuration contemporaine marquée par des transformations et des tendances lourdes que résument fort mal des notions comme « société du risque », « mondialisation », « monde en réseaux », « système complexes », « nouvel ordre sécuritaire » ou « société de l'information » ? En quoi l'entrée par les débats et les controverses permet-elle de déplacer le questionnement sociologique contemporain ? Tirant parti des travaux antérieurs sur les procédures délibératives, nous avons examiné les formes de critique, de relativisation ou de contournement du débat public, et plus généralement des nouvelles formes de « gouvernance », en insistant sur la mise en rapport de la démocratie délibérative avec trois autres modalités d'action : l'alerte, l'affaire et l'épreuve de forces. Dans cet esprit, Francis Chateauraynaud a proposé un modèle pragmatique de transformation des jeux d'acteurs et d'arguments, en insistant sur les formes du travail politique, dont un des ressorts consiste à se saisir de l'inventivité argumentative développée par des acteurs dans des arènes spécifiques, pour l'étendre à de multiples dossiers et fonder ainsi une nouvelle puissance d'expression politique – celle des « propositions », « programmes » et autres « mots d'ordre » qui irriguent l'espace public. De son côté, Jean-Michel Fourniau a réinterrogé l'ensemble des outils d'évaluation des débats dont

se sont graduellement dotées les instances officielles et les nouveaux experts en ingénierie sociale, en montrant l'ambivalence des jugements sur le rôle des procédures formelles, tantôt suspectées de neutraliser les conflits, tantôt considérées comme des leviers indispensables pour faire émerger de nouveaux points de vue et prises de parole. Dans le droit fil de ces présentations, Françoise Zonabend (LAS) est venue présenter son expérience en tant que membre de la commission particulière du débat public sur le réacteur EPR, expérience qu'elle a restituée du point de vue de l'ethnologue aux prises avec des jeux de pouvoirs quelque peu inextricables. Autre connaisseur des procédures de débat et de concertation, Rémi Barbier (Engees) a exposé son analyse des formes de mise à distance ou d'ironie des riverains vis-à-vis des procédures délibératives, notamment dans le cas d'implantation d'incinérateurs.

- 2 Plusieurs interventions nous ont permis de replacer les débats publics dans des séries longues d'épreuves et de transformations sociales : Jean-Philippe Gendron (Uqam) a montré comment l'obésité a été graduellement transformée en épidémie, portée et discutée désormais au niveau mondial ; Emmanuelle Fillion (CERMES, Inserm) est revenue sur ses analyses de l'impact de l'affaire du sang contaminé sur le monde médical ; Bernard Kalaora (Université de Picardie, LAIOS) a présenté un processus d'alerte face aux invasions biologiques à partir d'une recherche menée avec Guillaume Decocq, botaniste, sur les transformations de la forêt de Compiègne envahie par *Prunus Serotina* ; remontant aux fondements du paradigme des *science studies*, Dominique Pestre (Centre Alexandre-Koyré), a opéré un retour critique sur les attendus de la nouvelle sociologie des sciences fondée sur une anthropologie supposée symétrique ; Estelle Ferrarese (Université Marc-Bloch) est venue parler des relations entre quêtes de reconnaissance, modèles de justice et rapports de pouvoir, en fondant son approche sur une discussion des travaux de Nancy Fraser et Axel Honneth ; Olivier Leclerc, juriste (Paris-X), a exposé les formes de raisonnement juridique face aux sciences contemporaines, à travers les chasses-croisés de la jurisprudence concernant le rôle de l'expert, auteur-acteur écartelé entre établissement des faits et qualification juridique ; enfin, Adel Selmi (INRA) a retracé le parcours d'enquête qui l'a conduit à étudier, en ethnologue, l'évolution des modes de gestion des parcs naturels, depuis la notion de Wilderness jusqu'aux récents dispositifs organisés autour des concepts de biodiversité et de développement durable.

Francis Chateauraynaud, *directeur d'études*
Jean-Michel Fourniau, *directeur de recherche à l'INRETS*
et Mathieu Leborgne, *chercheur associé au LAMES*

Débats publics et formes de mobilisation territorialisées

- 3 DE multiples enjeux normatifs se jouent dans l'organisation des arènes de controverses et de débats. Empiriquement, nous relevons que les acteurs ont souvent de bonnes raisons de ne pas vouloir discuter ou de couper court à la discussion. Pour rendre compte des façons de prendre position face aux procédures de concertation et de débat public, le séminaire s'efforce de ne pas réduire l'analyse aux procédures de débat elles-mêmes en s'intéressant aux mondes, aux milieux, aux objets et aux dispositifs qui sont engagés dans les débats ou qui leur servent de fond et de plan d'expérience. Cette

année de séminaire a ainsi vu se développer de multiples discussions autour des notions de « milieu », « territoire », « localité », « communauté », « expérience » et « mémoire » auxquels se réfèrent les protagonistes pour marquer leurs prises face aux porteurs de projets d'aménagement et autres entrepreneurs institutionnels.

- 4 Après une séance de bilan des séminaires de l'année passée, nous sommes entrés dans le vif du sujet en abordant, sous deux angles différents mais complémentaires, les débats nucléaires récents. Cette séance animée avec les membres des associations Cessa et Arenes, a donné lieu à des exposés d'Étienne Ballan (Arenes) et de Francis Chateauraynaud : le constat est clair, le domaine nucléaire est encore loin de pouvoir relever pleinement des processus associés à la « démocratie délibérative ». Lors de la séance suivante, nous sommes revenus précisément sur le concept de « délibération » avec une intervention de Laurence Monnoyer-Smith (Costech, Université de Compiègne) consacrée à une critique de la théorie de l'agir communicationnel de Jürgen Habermas et à l'exposé des tendances actuelles en matière de théorie de la délibération, tendances remises en situation par Jean-Michel Fourniau à travers l'exemple de l'Atelier citoyen dans le cadre du débat « Vrai » concernant les transports dans la vallée du Rhône. Une séance a ensuite été centrée sur les formes de mobilisation et les conditions du débat public autour des nanotechnologies : Dominique Vinck (Cristo, Université Pierre-Mendès-France, Grenoble), a plaidé pour une relance des études des sciences en laboratoire, en prenant l'exemple du pôle Minatec de Grenoble ; Perrine Gallice (doctorante au Cérat, Grenoble) a de son côté détaillé l'activité critique des groupes d'activistes grenoblois, et en particulier le fameux groupe PMO. La séance suivante a déplacé la problématique sur la double question de la mémoire et du territoire. Mathieu Leborgne (Lames) a réexaminé le cas du Verdon pour montrer la place des « mémoires collectives » dans les débats ancrés sur un territoire ; se plaçant en quelque sorte à l'autre extrémité du continuum, André Micoud (Cresal) a présenté ses enquêtes sur les processus de patrimonialisation en insistant sur les contraintes de singularité et d'authenticité. Dans une autre séance, abordant les formes de délibération à travers les conflits de rationalité, Sylvain Lavelle (Centre éthique, technique et société, Icam) a présenté ses travaux récents à partir d'un texte inédit intitulé : « La politique de la discussion. La dynamique du débat public, entre conversation et négociation ». La question du territoire est ensuite revenue à l'ordre du jour avec une communication de Valérie November (Université de Genève) sur les formes de prise en compte des vulnérabilités d'infrastructure, décrites à partir de cas d'inondation en Suisse ; Pierrick Cézanne-Bert et Stefan Castel (Cessa) ont de leur côté présenté leurs travaux sur le « partage social du risque » en les confrontant aux recherches menées par Tobias Girard (doctorant au Laios) sur le complexe industrialoportuaire de Fos-sur-Mer et de l'étang de Berre. Enfin, lors de la dernière séance, Laurent Mermet (Engref-AgroParisTech) est venu discuter de son approche théorique de la négociation, qu'il oppose au genre éristique et délibératif, afin de refonder les opérations critiques sur un réalisme pratique dont il a montré les enjeux pour les dispositifs de gestion environnementale.

Publication

- « La contrainte argumentative. Les formes de l'argumentation entre cadres délibératifs et puissances d'expression politiques », *Revue européenne des sciences sociales*, 136, 2007, p. 129-148.

INDEX

Thèmes : Sociologie